

DANS LES SYNDICATS

ÇA SE DISCUTE ET ÇA SE VOTE

On lit dans la circulaire n° 7 (15 février 1966) rédigée par le secrétaire général de la « Fédération des personnels actifs et retraités des services publics et des services de santé » : « Jusqu'à maintenant, la CFDT semblait mettre en cause les actions catégorielles et corporatives considérant que l'action d'ensemble devait être réalisée à partir des mots d'ordre nationaux auxquels les actions dites « partielles » auraient pu causer préjudice en épuisant les forces des travailleurs. Bien au contraire, la C.G.T. considérait que l'action quotidienne, locale, catégorielle, répondait, d'une part, à la nécessité de faire avancer les revendications auxquelles les travailleurs sont extrêmement attachés et créait, d'autre part, les conditions d'unité et de combativité permettant de déboucher sur des luttes d'ensemble qui sont notre objectif essentiel ».

Voilà qui est très clair, nous semble-t-il. Il y a là matière à discussion, et nul doute que des sections syndicales pourraient organiser le débat, non seulement avec les syndiqués, mais aussi avec tous les salariés qui suivent les mots d'ordre et les consignes de grève habituellement. Ce serait une manière de faire descendre les accords C.G.T.-C.F.D.T. des sommets où ils sont restés à la base où l'on formulait peut-être quelques justes amendements. Il n'est pas certain que l'on trouverait encore un bon ouvrier pour dire que « les piqures d'épingle ça fait mal au patron et ça ne coûte pas cher à l'ouvrier ». Il est probable au contraire que le bilan des victoires et des défaites amènerait quelques salariés à examiner de plus près la tactique des luttes et à donner raison dans les faits, sur ce point, à la C.F.D.T., même si les dirigeants de cette centrale voulaient se limiter à une surenchère toute verbale.

★

LE RÉFORMISME A LA RECHERCHE D'UN ALLIÉ

Le 14 février, Pompidou recevait une délégation du Bureau confédéral de Force Ouvrière. « Discussion sur le plan de stabilisation », attachement de la délégation à la « liberté contractuelle », difficultés dans les « négociations conventionnelles », etc... toutes choses qui font, en somme, la politique de F.O. Mais ce n'est pas tout : « Elle (la délégation) a attiré l'attention du premier ministre sur les graves conséquences ne pouvant manquer de résulter de l'application d'un système qui, globalisant le problème des salaires, interdirait toute négociation véritable au niveau des branches professionnelles. L'Etat devenant ainsi de plus en plus responsable de tout, serait jugé comme tel, avec notamment pour conséquence la politisation de l'action syndicale » (1).

Comme on peut trembler dans ce Bureau confédéral, à l'idée que les travailleurs pourraient comprendre que les salaires, le temps de travail et le pouvoir d'achat sont en fin de compte affaire de politique ; comme on craint que devienne évidente la cohérence de la politique patronale, ce qui impliquerait une cohérence égale ou supérieure des revendications et des luttes ouvrières. C'est qu'il ne s'agit de rien moins que du succès ou de l'insuccès du réformisme, et cet enjeu vaut bien que l'on supplie Pompidou de ne pas précipiter une faillite pourtant inéluctable. On en est à ce point de la dégénérescence, dans les sommets de F.O., que l'on préfère l'alliance avec Pompidou aux accords C.G.T.-C.F.D.T., l'anticommunisme à l'antigaullisme, la collaboration de classes aux luttes et victoires ouvrières. Si le danger existe d'une intégration des syndicats dans le système économique, politique et social du capitalisme, il ne fait aucun doute que Bergeron et ses acolytes du Bureau confédéral F.O. ne contribuent pas qu'un petit peu à la réussite de cette entreprise. Souhaitons qu'il y ait quelques révolutionnaires dans F.O. pour dénoncer cette direction corrompue ; peut-être verrons nous cela bientôt ? A suivre, puisque un congrès doit se tenir en avril.

(1) La Bataille sociale, 24 février 1966, n° 3.

LA préparation des élections législatives est l'élément dominant de la situation en France. Ce « troisième tour » de scrutin décidera de la survie du régime gaulliste.

Celui-ci a été durement secoué par la mise en ballottage du général-président en décembre dernier. Il ne part pourtant pas battu pour l'épreuve prochaine sur laquelle plane une lourde incertitude. L'usure de ce régime est des plus apparentes. L'équipe ministérielle, à commencer par son chef de file, l'ineffable Pompidou, est tenue pour une troupe de pâles figurants qui n'occupent le devant de la scène que par la grâce du général. Plus que jamais, derrière de Gaulle, c'est le vide.

Sa force, sa seule force en l'état actuel des choses, c'est encore l'absence d'une solution de rechange susceptible de provoquer un vaste élan populaire. Les possibilités offensives qui résulteraient d'une réélection présidentielle assez laborieuse n'ont été nullement exploitées.

Les luttes ouvrières continuent à se dérouler sans stratégie d'ensemble pouvant atteindre réellement le régime. Sur les problèmes du Vietnam, de l'O.T.A.N. et de la politique atlantique, le P.C.F. apparaît timidement aligné sur les positions gaullistes, et les autres organisations ouvrières sont loin en arrière. Enfin, quelle preuve plus flagrante de la carence de notre gauche bien pensante que la passivité dont

proposition de calendrier à courte échéance et de contre-gouvernement représente une sorte d'ultimatum. Les appareils ont fait écho à ces propositions par la voix de Mollet et Billères, mêlant le souplesse dans la forme et à la fermeté sur le fond. Les propositions de Mitterrand seront rediscutées les 14 et 23 avril. Pâques sera passé et on ne sera pas loin de la Trinité. Mollet doit manœuvrer en souplesse à l'approche de son Conseil national. Mais il aura l'oreille de ses militants pour ce qui est de la défense des intérêts électoraux des fédérations S.F.I.O., et il demeure l'allié préféré des dirigeants du P.C.F.

En dernier lieu, Mollet ne vient-il pas de placer une nouvelle torpille au milieu de la Fédération, en organisant une bataille parlementaire pour la défense de l'Alliance Atlantique — position sur laquelle il aura le soutien des radicaux et... des MRP — alors que Mitterrand et ses « clubistes » tentent de ne pas faire de vagues sur ce point, afin de préserver leur alliance avec le P.C.F.

Mitterrand, enfin, voit s'approcher la fin de son mandat présidentiel à la tête de la F.G.D.S., et il ne peut ignorer que son poids sera limité dans le groupe parlementaire unifié de la Fédération qui devrait voir le jour après les élections.

BARRE A DROITE, TOUTE !

La presse du P.C.F. et la plupart des

venir l'axe et la force majoritaire de l'opposition. Le « contre-gouvernement » sera le symbole de cette vocation. La Fédération fera connaître simultanément son programme. Il appartiendra aux éléments qui se placent à la gauche comme à la droite de la F.G.D.S. de se déterminer en conséquence... en force d'appoint en quelque sorte.

C'est le moment que choisit René Andrieu pour déclarer dans l'Humanité du 26 mars que « la mystification centriste a subi un échec. » Il est vrai qu'Andrieu ne recuse pas l'ouverture à droite esquissée par Mitterrand. « Le M.R.P. n'est pas un bloc homogène », nous apprend-il. Aussi se propose-t-il de gagner non seulement une partie importante de l'électorat M.R.P., ce qui peut paraître optimiste ou téméraire, mais encore d'obtenir le ralliement « d'un certain nombre de personnalités de ce mouvement. »

La mystification de la collaboration de classe semble décidément avoir produit de grands ravages dans la rédaction de l'Humanité. La sollicitude prodiguée à l'adresse de la F.G.D.S. était déjà bien inquiétante. C'était oublier que la Fédération de Mitterrand est la continuatrice sous une forme plus souple de la Fédération de Defferre. C'était refuser de reconnaître que l'on se trouve en présence d'une tentative sérieuse de détourner le mouvement ouvrier de ses objectifs. C'était négliger que l'union

SI JEUNE ET DÉJÀ EN CRISE...

LA FÉDÉRATION

elle fait preuve devant l'affaire Ben Barka ?

LA JEUNE FÉDÉRATION MALADE DE PARLEMENTARISME

Alors que se manifestent les signes d'usure du régime gaulliste, l'hypothèque Mitterrand paralyse le mouvement ouvrier. Ses partis représentatifs se cantonnent dans une perspective purement électoraliste et parlementaire qui les condamne aux pires compromissions. La politique unitaire est synonyme, pour les dirigeants du P.C.F., de courbettes devant la F.G.D.S. et d'alignement sur les thèses les plus droitières. Aux camoufflets de Mitterrand, ils ripostent avec une humilité désarmante. C'est aborder les problèmes de l'unité à rebours, dans une voie qui laisse mal augurer de l'avenir.

Mitterrand a choisi la tribune de la Convention des institutions républicaines, à Lyon, pour jouer cartes sur table. Le règlement de comptes avec Mollet et Billères — avec les appareils traditionnels — que nous laissons entrevoir dans un précédent article, éclatait au grand jour. Il a d'abord pour toile de fond une rivalité électoraliste. Mitterrand et ses adeptes des clubs ne veulent pas ramasser les miettes dans le partage des sièges du futur parlement. Les forces vives, si modernistes et dédaigneuses des vieilles coutumes qu'elles soient, ne sont pas moins avides de fauteuils. Aussi le choc est-il rude dans la Fédération avec les partis traditionnels qui disposent d'une implantation solide de notables dans les départements.

On ne pouvait pas éviter de garantir aux députés sortants qu'ils seront réinvestis par la F.G.D.S. Cela permettait aussi de récupérer éventuellement quelques parlementaires flottants. Mais les chances de pouvoir conquérir quelques sièges se réduisent d'autant pour les personnalités des clubs. Il faudrait donc qu'elles soient au moins favorisées dans l'octroi des « bonnes » circonscriptions où il existe une chance raisonnable de déloger les sortants de la droite. Ce qui suppose à chaque fois le sacrifice du candidat S.F.I.O. ou radical en place. Cette difficile charcuterie électoraliste détériore considérablement le climat à l'intérieur de la Fédération.

Mitterrand n'a pas mâché ses mots, laissant entendre que si les choses continuent à se dérouler de la sorte ce sera aller au devant de la dispersion et de l'éclatement. Il fait donc appel à l'opinion publique pour passer outre à la résistance des appareils traditionnels qu'il souhaiterait pouvoir submerger. Sa

commentateurs politiques ont fait grand cas de la différence entre le defferisme et le mitterrandisme. Nous y avons toujours vu deux variétés du « centrisme » pour employer un terme, quelque peu confus, à la mode — ou de la collaboration de classes. Il s'agit en fait de deux approches tactiques différentes tendant à un même objectif : l'alliance parlementaire allant du P.C.F. au M.R.P. et quelques autres réactionnaires. Defferre a pris l'affaire par un bout, s'efforçant de réaliser d'abord l'alliance avec le M.R.P. au sein d'une grande fédération pour contraindre ensuite le P.C.F. au ralliement. Une fois l'échec de cette tentative enregistré il ne restait plus à Mitterrand qu'à aborder l'affaire par le bout opposé. Il a reçu la bénédiction des appareils ouvriers en tant que candidat unique de la gauche, à la première étape, pour ouvrir ensuite l'éventail aux « républicains de progrès », toujours au nom de l'indispensable arithmétique parlementaire, au-delà de laquelle c'est l'alchimie.

L'interrogation faussement innocente de Mitterrand : « Est-ce que tout ce qui est à notre droite est de droite ? » contient une profonde vérité. Nous sommes d'accord pour considérer qu'il n'existe pas une profonde différence entre les options de Mitterrand et celles de Lecamuet. Mitterrand n'a eu aucune peine à trouver un terrain d'accord pour participer assidûment aux gouvernements les plus réactionnaires de la IV^e République, à des postes aussi engagés que les ministères des Colonies, de la Justice ou de l'Intérieur. Il n'a jamais affirmé qu'il s'agissait d'un passé mort qu'il répudiait à présent. Pourquoi, dès lors, ne recommencerait-il pas ?

Au passage, Mitterrand n'a pas manqué de décocher à l'équipe Waldeck Rochet le coup de pied de l'âne : « Je m'enorgueillissais d'avoir levé l'exclusive contre le Parti communiste. » L'Humanité n'a pas eu même un sursaut de dignité pour relever cette impertinence d'un politicien au passé trouble et tumultueux que peu de gens prenaient au sérieux il y a quelques mois seulement. Si quelqu'un a été valorisé artificiellement au cours des récents événements, c'est bien M. Mitterrand. Et à qui le doit-il si ce n'est à l'appui du P.C.F. ? Mais n'était-ce pas un marché de dupes ? Nous étions de ceux, assez rares, qui en étaient convaincus dès le début. De nombreux militants communistes doivent se rendre compte maintenant de cette évidence.

La démarche proposée par Mitterrand est assez claire. La Fédération doit de-

des forces non-communistes avait comme mobile profond des desseins anti-communistes et antisocialistes. C'était ignorer que ce regroupement deviendra un obstacle à l'unité ouvrière sur une base de classe.

Ces « oublis » sont naturellement trop nombreux et trop graves pour n'être que des oublis. Ils sont l'aveu que la direction du P.C.F. s'aligne elle-même, peu à peu sur les pratiques néo-réformistes et parlementaristes de la S.F.I.O.

La recherche de l'action unitaire consiste surtout, dans ces conditions, à pousser le plus loin possible le flirt avec les sommets de la F.G.D.S., à se répandre en assurances de toutes sortes et en courbettes à l'adresse de MM. Mollet, Mitterrand et Billères. Lorsqu'un Monsieur Billères en vient à se féliciter de l'évolution du P.C.F., le militant ouvrier communiste a de quoi s'inquiéter.

Les certificats de bonne conduite délivrés au P.C.F. par les politiciens bourgeois, et les actes électoraux doivent faire réfléchir les travailleurs, à la lumière des précédents bien connus. Inversement, les garanties démocratiques promises par le P.C. lui-même pour le futur Etat socialiste sont reçues par la bourgeoisie comme un abandon des perspectives communistes. Mais qui croira dans le mouvement ouvrier que c'est un tournant véritable tant que le P.C.F. ne montrera pas qu'il a changé en instaurant une libre expression intérieure à tous les échelons du parti et par la publicité accordée à des débats démocratiques.

C'est dans la base militante, c'est parmi les masses ouvrières qu'il importe de rétablir le courant de confiance. Cela suppose que l'on en finisse avec le cours de collaboration de classes, vers le rétablissement d'une démocratie bourgeoise « idéale », et que soit mise en avant une stratégie qui vise effectivement à la destruction du régime en place ; que l'unité soit fondée sur des organismes permanents démocratiques à la base rassemblant tous les courants ouvriers.

Cela déplairait à MM. Mitterrand et Billères et ne serait pas tellement du goût de Guy Mollet bien qu'il joue maintenant les défenseurs du socialisme classique contre les « modernistes » ? C'est vraisemblable. Mais cela donnerait au mouvement de masse une force irrésistible dont les dirigeants socialistes seraient bien obligés de tenir compte. Et en dehors d'une grande vague de fond, aucun changement notable n'est concevable dans ce pays.

Gérard DARMON.